



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du Commissariat des Armées
Direction du commissariat d'outre-mer
Groupement de soutien de la base de Défense
de Polynésie française**

ACCORD CADRE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles R.2124-1, R.2162-13, R.2162-14 du code de la commande publique

Concernant :

« Fourniture de produits chimiques à usage industriel au profit des organismes du ministère des armées de Polynésie française et du Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA). »

CAHIER N°1

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date de limite de réception des offres : Lundi 1 février 2021

Code nomenclature CPV : 24000000-4 « Produits chimiques »
Code PCE : 6062800000 « ANS autres énergies »
Code GM : 32.02.04 « Fluides industriel et médicaux »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : GENERALITES	3
1.1 – Objet de la consultation	3
1.2 – Allotissement	3
1.3 – Durée de validité des offres	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 – Forme de la consultation	3
2.2 – Unité monétaire	4
ARTICLE 3 : LANGUE UTILISEE	4
ARTICLE 4 : TRANSMISSION DES DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) AUX SOUSMISSIONNAIRES.....	4
4.1 – Retrait du DCE par voie dématérialisée	4
4.2 – Retrait du (DCE) dans les locaux de la DICOM.....	5
ARTICLE 5 : MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES – DEPOTS DES OFFRES.....	5
5.1 – Présentation des offres.....	5
5.1.1 – Présentation des offres dématérialisées	6
5.1.2 – Présentation des offres papiers	6
5.1.2.1 Enveloppe extérieure.....	6
5.1.2.2 Enveloppe intérieure	6
5.2 – Appréciation des propositions	7
5.3 – Dépôt des offres auprès du RPA.....	7
5.3.1 : Dépôt des offres par voie dématérialisée	7
5.3.2 : Dépôt des offres papier au quartier LCL Broche	7
ARTICLE 6 : VARIANTES.....	8
ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 8 : PROPOSITION DU CANDIDAT	8
8.1 – Proposition financière.....	8
8.2 – Délai de livraison	8
ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEVABILITE, D'ATTRIBUTION ET CHOIX DU CANDIDAT	8
9.1 – Condition de recevabilité	8
9.2 – Conditions d'attribution	9
9.3 – Choix du titulaire	9
ARTICLE 10 : PARTICIPATION A LA CONSULTATION	9
ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
ANNEXE I	11

ARTICLE 1 : GENERALITES

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture de produits chimiques à usage industriel au profit des organismes du ministère des armées de Polynésie française et du Régiment du Service Militaire Adapté.

Le directeur du commissariat d'outre-mer de Polynésie française est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) conformément à l'arrêté du 22 juin 2007 (modifié) portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère des armées.

1.2 – Allotissement

Le présent marché est alloti et comporte les neuf (9) lots suivants :

Lots	Désignation
1	Produits fixants : colles, mastics, réparations matériaux
2	Produits chimiques divers
3	Peintures – diluants
4	Produits de détection de criques et de fuites
5	Produits lubrifiants
6	Produits traitement des métaux
7	Produits dégraissants – décapants
8	Produits désherbants
9	Produit par traitement de l'eau

La composition des lots est détaillée à l'annexe I du CCP joint au présent dossier de consultation.

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot ou pour la totalité des lots.

A l'intérieur de chaque lot, ils proposeront une offre pour au **minimum 70%** des articles.

Chaque lot peut être attribué à un soumissionnaire différent.

Si les lots sont attribués au même soumissionnaire, ils seront regroupés dans un même marché.

1.3 – Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres définitives.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Forme de la consultation

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

2.2 – Unité monétaire

L'unité monétaire souhaitée par l'administration est le franc Pacifique. Toutefois, si l'euro se substitue au franc Pacifique, le taux de conversion légal qui s'élève à 0,00838 € pour 1 franc Pacifique s'appliquera.

ARTICLE 3 : LANGUE UTILISEE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre et la candidature doivent impérativement être rédigés en langue française.

ARTICLE 4 : TRANSMISSION DES DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) AUX SOUMISSIONNAIRES

Le (DCE) à retirer comprend :

- -le règlement de consultation ;
- -le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- -les actes d'engagement et leurs annexes financières.

Si le candidat constate que le dossier est incomplet, il est invité à demander, dans les meilleurs délais, au pouvoir adjudicateur de le compléter.

4.1 – Retrait du DCE par voie dématérialisée

Depuis le 1er octobre 2018, la dématérialisation concerne toutes les procédures d'achats de l'Etat.

C'est pourquoi le retrait du DCE par **voie dématérialisée est à privilégier**.

Le DCE peut être téléchargé gratuitement sur la PPlateforme des AChats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Pour cela, il faut s'identifier dans la rubrique « Je m'identifie/Je m'inscris » puis rechercher la consultation dans « Toutes les consultations » situé dans le menu fonctionnel latéral, en indiquant « **DCE_PRODUITS_CHIMIQUES** » dans le champ « Référence » et cliquer sur « Lancer la recherche ». Depuis la page de résultats, cliquer sur « Accéder à la consultation ».

Le candidat peut prendre connaissance des modalités d'inscription dans le « guide d'utilisation-entreprise », situé dans le champ « aide » de la plateforme.

Les modifications éventuelles apportées, via cette plateforme, à la consultation seront automatiquement envoyées aux soumissionnaires qui ont téléchargé le DCE sur l'adresse électronique enregistrée lors de l'inscription sur la PLACE.

L'administration se réserve le droit de modifier la consultation, au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir porter de réclamation à ce sujet.

Les sociétés peuvent déposer leurs questions via cette plateforme et recevoir les réponses par ce même biais à la rubrique « Question ».

Lorsque le candidat souhaite poser plusieurs questions, il peut joindre à son message électronique sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr une pièce comptant l'ensemble des questions.

Les questions posées ne sont pas visibles par les autres candidats ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises. Seule l'administration concernée en a connaissance. De même, les réponses apportées par l'administration à ces questions ne mentionnent pas l'identité des candidats qui en sont à l'origine.

Le candidat fera parvenir ses questions en temps utile pour permettre à l'administration le traitement de ces dernières et une publication des réponses sur la plateforme dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires, avant la date limite de réception des offres.

Afin de pouvoir télécharger et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .zip, .pdf, .doc et.xls (enregistrés sous Office 2003 / Windows ou tout logiciel permettant d'enregistrer de manière conforme sous ces formats).

**La signature électronique de l'offre n'est pas exigée.
L'offre doit être établie obligatoirement sur les imprimés joints au présent DCE
Les fac-similés de signature sont acceptés.**

4.2 – Retrait du (DCE) dans les locaux de la DICOM

A défaut de retirer le DCE par voie dématérialisée, ce dernier pourra toujours être retiré à l'adresse et aux heures suivantes :

**Ministère des armées
Groupement de soutien de la base de défense
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Service Achats-Finances / Bureau Achats-Marchés / Cellule contractualisation
Quartier LCL BROCHE
BP 9211 – 98715 PAPEETE CMP TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE
☎ 40.46.32.91 – 40.46.32.79 - ✉ dicom-pyf-saf-bam-contracts.contact.fct@def.gouv.fr**

le lundi, mardi et jeudi **de 07h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h00**
le mercredi et vendredi **de 07h00 à 11h30**

Exceptionnellement et sous ce mode de retrait du DCE, le candidat souhaitant poser une ou plusieurs questions peut rédiger un courrier électronique à l'adresse fonctionnelle suivante :

dicom-pyf-saf-bam-contracts.contact.fct@def.gouv.fr

ARTICLE 5 : MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES – DEPOTS DES OFFRES

5.1 – Présentation des offres

Composition des offres :

L'offre contiendra les documents suivants :

- **le formulaire FE 004/ DC1** intitulé « lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants » daté et signé ;
- **le formulaire FE 005/ DC2** intitulé « déclaration du candidat » (le soumissionnaire devra obligatoirement remplir de manière exhaustive les cases C1, D et F du document) ; ce formulaire doit faire apparaître, si nécessaire au moyen de documents complémentaires, tout élément permettant d'apprécier :
 - la capacité financière du candidat (déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire relatif aux services et fournitures faisant l'objet du présent marché réalisé au cours des trois derniers exercices) ;
 - la capacité technique, à travers une présentation des effectifs et des moyens matériels du candidat disponibles pour l'exécution des prestations pour lequel le candidat soumissionne ;
 - la capacité professionnelle à partir des certifications de qualité détenues et/ou de ses références pour les services faisant l'objet du marché, au cours des deux dernières années, ou à partir de tout autre moyen ;
- **les actes d'engagement (parties n°1 et 2)** sur papier dûment renseignés (nom, prénom), signés et datés par la personne habilitée à contracter au nom de la société et revêtus du cachet de l'entreprise ;
- **une documentation technique** relative aux fournitures proposés. Le candidat fournira un descriptif détaillé de la totalité des fournitures proposés ;
- **tous documents publicitaires ou commerciaux** que le candidat jugera utile de fournir, notamment si ledit candidat n'est pas connu du service ;

- **un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) IBAN** tel qu'il est inscrit sur l'acte d'engagement ;
- **les attestations fiscales et sociales ou une attestation sur l'honneur** certifiant que le soumissionnaire a satisfait aux obligations fiscales et sociales* ;
- **l'attestation de délégation de pouvoir** (si nécessaire) ;
- **l'extrait Kbis du registre du commerce datant de moins de six (06) mois ;**
- **l'attestation d'assurance ;**
- **le statut de la société.**

* Le marché sera notifié au soumissionnaire retenu sous réserve que celui-ci produise dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de la demande par le RPA, les attestations des organismes fiscaux et sociaux.

En complément, chaque soumissionnaire pourra, outre les documents susvisés, produire toute pièce ou renseignement permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques ou financières ainsi que les références attestant de sa compétence à livrer les objets objet de la consultation.

Tous les documents constitutifs de la présente consultation doivent être signés par la personne identifiée au niveau du paragraphe « C – Identification du candidat » de la déclaration du candidat (FE 005).

Dans le cas contraire, une attestation de délégation de pouvoir doit obligatoirement être jointe. Cette attestation comportera les noms, qualités et signatures du délégant et du délégataire.

Nota :

Le CCP n'aura pas à être joint à l'offre ; il est réputé être accepté sans modification par le soumissionnaire.

5.1.1 – Présentation des offres dématérialisées

Le dépôt des offres par voie dématérialisée est à privilégier.

Les offres seront transmises par voie dématérialisée sur le logiciel « PLACE ». Chaque fichier à télécharger devra être au format « pdf ».

5.1.2 – Présentation des offres papiers

A défaut de dépôt de l'offre sur le logiciel PLACE, l'offre sera transmise « sous pli cacheté » comportant une enveloppe intérieure également cachetée. Ces enveloppes doivent être présentées conformément aux dispositions des paragraphes suivants.

5.1.2.1 Enveloppe extérieure

L'offre sera transmise « sous pli cacheté » avec les mentions suivantes :

**Ministère des armées
Groupement de soutien de la base de défense
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Service Achats-Finances/Bureau Achats-Marchés/Cellule contractualisation
BP 9211 – 98715 PAPEETE CMP TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE
MAPA concernant :**

« Fourniture de produits chimiques à usage industriel au profit des organismes du ministère des armées de Polynésie française et Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA) »

« NE PAS OUVRIR PAR LE BUREAU COURRIER »

5.1.2.2 Enveloppe intérieure

L'offre sera transmise « sous pli cacheté » conformément à l'annexe I.

5.2 – Appréciation des propositions

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées seront éliminées. Toute offre en deçà des exigences techniques spécifiées dans le cahier des clauses particulières sera rejetée.

Une offre *irrégulière* est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre *inacceptable* est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre *inappropriée* est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

5.3 – Dépôt des offres auprès du RPA

5.3.1 : Dépôt des offres par voie dématérialisée

Dorénavant, l'administration recommande aux soumissionnaires de privilégier cette option pour la remise des offres.

Pour la version dématérialisée, le logiciel « PLACE » a été conçu de telle sorte que chaque utilisateur puisse renseigner les informations requises de façon autonome.

Aller sur le site : www.marches-publics.gouv.fr suivant le procédé ci-dessous :

Dans le module « Annonces / Consultations en cours » situé dans le menu fonctionnel latéral, sélectionner « Recherche avancée ». Dans le champ « Référence » indiquer la référence de la consultation : **DCE_PRODUIITS_CHIMIQUES** et cliquer sur « Lancer la recherche ». Depuis la page de résultats, cliquer sur « Accéder à la consultation » pour accéder à la page de détail de la consultation puis aller à la rubrique « Dépôt ».

Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet « Aide ».

En cas de difficultés, il est possible de contacter des correspondants en charge de la procédure dont les coordonnées téléphoniques et électroniques figurent à l'article 11 du présent règlement de consultation.

La date et l'heure limites de fin de téléchargement de la soumission sur le logiciel « PLACE » sont fixées au :

Lundi 1 février 2021 à 11h00, heure locale

Il est recommandé à tous candidats de tenir compte des délais de téléchargement.

5.3.2 : Dépôt des offres papier au quartier LCL Broche

Le pli doit impérativement parvenir à l'adresse indiquée à l'article 5.1.2.1 :

- en recommandé avec accusé de réception par voie postale ;
- **ou** déposé contre récépissé dans les mêmes conditions de délais et d'horaires précisées ci-dessous.

Toute offre parvenue hors délais sera jugée irrecevable et sera retournée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

Il est recommandé à tout candidat de tenir compte des délais d'acheminement postaux pour l'envoi de son pli.

Les offres devront être transmises ou déposées par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception par l'administration concernée.

Lundi 1 février 2021 à 11h00, heure locale

ARTICLE 6 : VARIANTES

Aucune variante n'est admise.

ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE

Les entreprises soumissionnaires ne sont pas autorisées à recourir à la sous-traitance.

ARTICLE 8 : PROPOSITION DU CANDIDAT

8.1 – Proposition financière

Les offres de prix du candidat, à remplir dans l'acte d'engagement, partie fournisseur (Partie 2), devront obligatoirement faire mention :

- du prix unitaire hors taxe (HT) « public » au conditionnement indiqué dans le bordereau de prix annexé à l'Acte d'Engagement (partie n°2) (les taxes parafiscales éventuelles étant incluses) ;
- du taux de remise consenti ;
- du prix unitaire HT « DICOM » au conditionnement indiqué dans le bordereau de prix annexé à l'AE (partie n°2) (les taxes parafiscales éventuelles étant incluses) ;
- du taux de T.V.A. à appliquer.

Ce document sera revêtu de la signature originale de la personne représentant la société.

8.2 – Délai de livraison

Les délais de livraison maximum seront renseignés dans l'acte d'engagement, partie fournisseur.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEVABILITE, D'ATTRIBUTION ET CHOIX DU CANDIDAT

9.1 – Condition de recevabilité

Le candidat est tenu de proposer une offre pour **au minimum 70%** des articles figurant dans les bordereaux de prix de chaque lot (1 à 9) excepté pour les lots 1, 6, 8 et 9 à l'acte d'engagement (partie n°2).

L'offre ne répondant pas à cette exigence sera déclarée irrégulière et sera rejetée.

Cas particulier :

- du lot n°1, le candidat pourra présenter une offre, sans minima, en fonction de ses possibilités ;
- des lots n°6, 8 et 9 où le candidat devra présenter une offre obligatoire pour l'intégralité des articles de ces lots.

9.2 – Conditions d’attribution

Le RPA retiendra l’offre ayant obtenu la meilleure note appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Pour tous les lots, les conditions d’attribution sont les suivantes :

Critères	Sous-critères	Note
1/Prix	<u>Prix</u> : 60 points L’évaluation des prix consiste en une comparaison des prix sur les articles communs entre tous les soumissionnaires. L’analyse de prix se fera sur le total des « prix unitaires HT des articles communs » indiqués dans le bordereau de prix à l’acte d’engagement (partie n°2) multiplié par les quantités estimatives annuelles non contractuelles (annexe I du CCP). Formule de calcul : (offre la plus basse/offre du candidat) x 60	60 pts
2/Etendue de la gamme	<u>Etendue de la gamme (sauf pour les lots 6, 8 et 9)</u>: 25 points L’évaluation de ce critère consiste en une comparaison de l’étendue des articles proposés par le soumissionnaire sur le nombre total d’articles demandés dans l’acte d’engagement. Formule de calcul : (Nbre d’articles proposés par le candidat/ Nbre d’articles demandés dans l’acte d’engagement) x 25	25 pts
3/Délai de livraison	<u>Etendue de la gamme</u> : 15 points L’offre des soumissionnaires sera appréciée en fonction du délai maximal de livraison proposé en jours calendaires sur l’acte d’engagement. Formule de calcul : (Délai le plus court/délai du candidat) x 15	15 pts

L’administration se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

9.3 – Choix du titulaire

Les offres sont classées par lot par ordre décroissant des notes afin de déterminer l’offre économiquement la plus avantageuse. L’offre la mieux classée sera retenue.

ARTICLE 10 : PARTICIPATION A LA CONSULTATION

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire (administratif et technique) nécessaire au cours de leur étude, les candidats pourront prendre contact avec :

Ministère des armées
Groupeement de soutien de la base de défense
Direction du commissariat d'outre-mer en Polynésie française
Service Achats – Finances / Bureau Achats-Marchés / Cellule contractualisation
✉ dicom-pyf-saf-bam-contracts.contact.fct@def.gouv.fr

Chef du bureau achats-marchés DICOM/GSBdD Polynésie française
Tél : 40.46.32.63

ou

Correspondant n°1 – Adjoint au chef de la cellule contractualisation/DICOM/GSBdD Polynésie française
Tél : 40.46.32.78

ou

Correspondant n°2 – Rédacteur de la cellule contractualisation DICOM/GSBdD Polynésie française
Tél : 40.46.32.91

Toute demande de renseignement portant sur la teneur de l'offre devra faire l'objet d'un écrit par message électronique (sur le logiciel « PLACE » ou sur l'adresse fonctionnelle citée supra) **et devra impérativement parvenir au plus tard (07) sept jours calendaires avant la date limite de dépôt des plis au bureau achats-marchés/cellule contractualisation du GSBdD/DICOM.PF. Au-delà, aucune réponse ne sera fournie par l'administration.**

Le RPA informera tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation de la réponse apportée afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats.

ANNEXE I



**DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER
DE POLYNESIE FRANCAISE
BP 9211
98715 PAPEETE CMP TAHITI POLYNESIE FRANCAISE**

NE PAS OUVRIR AVANT L'OUVERTURE DES PLIS

Marché passé à procédure adaptée

Concernant :

« Fourniture de produits chimiques à usage industriel au profit organismes du ministère des armées de Polynésie française et du Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA) »

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE :

(cachet)

DOCUMENTS CONTENUS DANS L'ENVELOPPE :

(cocher les cases)

- ☐ Lettre de candidature – FE 004/DC1 (datée, signée et tamponnée) ;
- ☐ Déclaration du candidat – FE 005/DC2 (datée, signée et tamponnée) ;
- ☐ Actes d'engagement (parties n°1 et 2), les annexes (datés, signés et tamponnés) et les bordereaux de prix de chaque lot sur support papier (ces documents seront complétés des renseignements ci-après : des prix catalogues publics et des prix remisés) ;
- ☐ Fichier informatique (sous format Excel) des bordereaux de prix de chaque lot aux actes d'engagement (partie 2) ;
- ☐ Tous documents publicitaires ou commerciaux ;
- ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB/IBAN) ou postal (RIP) ;
- ☐ Attestations fiscales et sociales ou une attestation sur l'honneur ;
- ☐ Extrait Kbis du registre du commerce datant de moins de six (6) mois ;
- ☐ Attestation d'assurance ;
- ☐ Attestation de délégation de pouvoir (si nécessaire) ;
- ☐ le catalogue présenté par lot avec les fiches techniques de tous les produits (conformité aux exigences éco-labellisation concernant certaines substances) et les fiches de données de sécurité.

DATE LIMITE DE REMISE DE L'OFFRE :

Lundi 1 février 2021 à 11H00